

---

# Les mouvements étudiants en Afrique et la (re)production du politique

Cindy Morillas\*<sup>†1</sup> and Tatiana Smirnova\*<sup>‡2</sup>

<sup>1</sup>Les Afriques dans le monde (LAM) – Sciences Po, CNRS : UMR5115 – 11, Allée Ausone 33607 PESSAC CEDEX, France

<sup>2</sup>École des hautes études en sciences sociales (EHESS) – Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), École des Hautes Études en Sciences Sociales [EHESS] – 54, boulevard Raspail 75006 Paris, France

## Résumé

Cet atelier souhaite analyser à partir d'un angle micro comment, à l'ère du multipartisme, les mouvements étudiants contestataires renforcent le statu quo politique ou, au contraire, contribuent à des innovations politiques. Il s'inscrit dans la prolongation du colloque international sur les " mouvements étudiants africains en Afrique francophone des indépendances à nos jours " (Paris, 3-5 juillet 2014) et réoriente les réflexions sur les portées et limites des apports de ces mouvements aux processus de démocratisation depuis les libéralisations politiques des années 1990.

Si, d'un point de vue macro, les mouvements sociaux semblent constituer un facteur de démocratisation, nous souhaitons rendre compte des enseignements tirés d'enquêtes micro menées auprès d'acteurs de mouvements étudiants contestataires. Par enquêtes " micro ", nous entendons des enquêtes ethnographiques et/ou biographiques menées au cœur de mouvements étudiants africains. Ce décentrement du regard au sein des mouvements étudiants permet de mieux comprendre les trajectoires et contributions des mouvements étudiants au changement politique ainsi que les mécanismes qui en limitent la portée. Ces contributions se déclinent, aux niveaux micro et macro, sous trois formes : reproduction, modification et innovation des règles du jeu politique, en particulier des modalités de négociation entre les acteurs que sont les autorités et leaders étudiants.

Nous attendons des papiers rendant compte des stratégies individuelles des militants étudiants par rapport à leur carrière militante, professionnelle et/ou politique afin de réfléchir sur les mécanismes de socialisation politique opérés au sein des organisations étudiantes. Il s'agit également d'analyser comment les modalités de socialisation contribuent à la reproduction ou à la modification de l'ordre politique tant au sein des mouvements étudiants qu'au niveau des rapports entre État et société. À ce titre, une attention particulière peut être accordée aux différentes générations de militants qui participent aux processus de la régulation politique. Nous souhaitons également analyser la façon dont les modalités de négociation de réformes avec les autorités universitaires et/ou politiques contribuent ou non à la légitimation de l'ordre politique dominant et favorisent ou non le recours au néopatrimonialisme. En effet,

---

\*Intervenant

<sup>†</sup>Auteur correspondant: cindy.morillas@gmail.com

<sup>‡</sup>Auteur correspondant: taniyasmirnova@yahoo.fr

les pratiques néopatrimoniales entretiennent au sein des mouvements étudiants des clivages communautaires existant par ailleurs dans la société, notamment en termes politiques et ethno-régionaux, aux effets ambivalents.

Ainsi, plus généralement, nous aimerions éclairer grâce à cet atelier comment, dans les mouvements étudiants, les innovations en termes de socialisations, de répertoires d'action, de revendications, de modalités d'énonciation du politique contribuent in fine à reproduire les règles du jeu politique et/ou à y introduire des innovations.